



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
Service de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de la Concertation Publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n°24-171

actualisant le classement des activités et précisant la parcelle d'implantation de l'établissement exploité par la SAS ELVIA Printed Circuits Boards (ELVIA PCB) à Coutances

LE PRÉFET DE LA MANCHE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'Environnement, et notamment ses Titres 1^{er} et 4 des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 autorisant la société ALCATEL Coutances à exploiter plusieurs installations classées au sein de son établissement de Coutances ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 14 janvier 2004 transférant les actes administratifs de la société ALCATEL Coutances au bénéfice de la SAS ELVIA Printed Circuits Boards (ELVIA PCB) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2014 imposant la constitution du montant des garanties financières à la SAS ELVIA Printed Circuits Boards (ELVIA PCB) à Coutances ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2019 actant le changement d'exploitant de la SAS ELVIA Printed Circuits Boards, actualisant le classement des activités et portant sur des prescriptions complémentaires imposant la constitution de garanties financières pour la mise en sécurité du site en cas d'arrêt définitif de l'installation sise à Coutances ;
- VU** le dossier de porter à connaissance du 22 février 2024 de la SAS ELVIA Printed Circuits Boards, et complété le 30 juillet 2024, relatif à la mise à jour de la situation administrative de son établissement de Coutances à la suite à l'évolution de ses activités de production de froid ;



- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courriel du 4 mars 2024 l'invitant à formuler, sous un délai de 15 jours, ses observations dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** la demande de report de délai de réponse de l'exploitant reçue par courriel le 14 mars 2024 ;
- VU** le dossier de porter à connaissance complémentaire transmis par l'exploitant par courrier du 30 juillet 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 août 2024 ;
- VU** la transmission le 14 août 2024 du projet d'arrêté complémentaire à la société afin de recueillir, sous un délai de 15 jours, ses éventuelles observations dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant ce qui suit :

- la société SAS ELVIA PCB exploite des installations régulièrement autorisées notamment au titre de la rubrique n°3260 de la nomenclature des installations classées,
- les évolutions de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) depuis la date de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2019 susvisé actualisant le classement des activités de la SAS ELVIA PCB,
- le projet d'évolution des activités de production de froid porté à la connaissance du Préfet le 22 février 2024 n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique ou à la procédure d'examen au cas par cas selon les critères définis dans le tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- aucun des trois critères de l'alinéa I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement n'étant satisfait, la modification présentée n'est pas considérée comme substantielle ;
- l'article L.181-14 du code de l'environnement permet d'édicter des prescriptions en vue de protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement,
- les conditions légales d'édiction de prescriptions complémentaires sont réunies,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

Les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 modifié autorisant les activités de la SAS ELVIA PCB sont modifiées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées ou ajoutées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
--	---	--

AP 23 mai 2002	1	Intégration de la parcelle d'implantation de l'établissement → <u>article 1.1</u>
AP 23 mai 2002	2.1	Modification du tableau de classement des rubriques ICPE → <u>article 1.2</u>
AP 23 mai 2002	21 bis	Ajout de l'obligation de respecter les prescriptions applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 → <u>article 1.3</u>

Article 1.1 : Situation de l'établissement

Les prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

« La Société par Actions Simplifiées (SAS) ELVIA Printed Circuit Board (ELVIA PCB) représentée par son Directeur dont le siège social et les installations sont situés avenue d'Ochsenfurt à COUTANCES (50200) est autorisée à exploiter les installations classées désignées ci-après de son établissement de production de circuits imprimés implanté à la même adresse. »

Les installations citées à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 modifié sont situées sur la commune, parcelle et surface suivantes :

Commune	Parcelle	Surface
Coutances	Section BC n° 40	6,88 ha

Article 1.2 : Classement des activités ICPE

Les prescriptions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 susvisé sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

2.1 : L'autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans le tableau ci-après :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Caractéristiques	Régime
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes.	Dyna 3 : 32 000 litres, Ni Or : 4880 litres, Étain chimique horizont. : 2141 litres, OSP passivation : 320 litres, IP2 : 6563 litres, Uniplate 2 : 15878 litres, VE LAIF préparation de surface et développement : 2105 litres, SGS : 4780 litres, PPT : 4120 litres, Couche interne préparation : 680 litres, HT2 : 4355 litres, HT3 : 2510 litres, Préparation TI et développement TI : 1180 litres, HAL sans Plomb : 27 litres,	A

		HAL avec Plomb : 23 litres, Décontamination : 220 litres, Désoxydation : 235 litres, HT4 : 1360 litres, Depeltronik /Hollmuller : 80 litres Total des volumes : 83 457 l = 83,457 m³	
1185.2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité de fluides présente dans : - les groupes froids - les climatisations - les aéroréfrigérants quantité totale de 632,7 kg	DC
2560.2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	Puissance des machines fixes : Posalux B80 : 180 kW, Pluritec , Rayon X : 10 kW, Kliglellerg, microvis 10 : 33 kW Schmoll : 22 kW, VIAMECH : 15 kW, HITACHI CO2 Laser : 11 kW, POSALUX- Ultraspeed trio : 28 kW, POSALUX 6000 : 20 kW, POSALUX 3600LZ : 20 kW, SCHMOLL lineear Z : 22,4 kW, THMT : 3,5 kW, Presses : 117 kW, Presse BURKLE Vacuum : 20 kW, Time Saver : 40,31 kW, DMC : 1,3 kW, MANIA technologie : 13 kW Puissance maximum : 456,65 kW	DC
2910.A2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b) v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du Code de	Puissance thermique nominale : 1,55 MW	DC

	<p>l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>		
2940.2b	<p>Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc... sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521, - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique <p>2-Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j</p>	<p>Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre : 82 kg/j</p>	DC
4440.2	<p>Solides combustibles catégorie 1, 2 ou 3</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>Permanganate de potassium : 640 kg Peroxodisulfate de disodium : 2 050 kg</p> <p>Quantité totale : 2,69 t</p>	D
1630	<p>Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t 	<p>LESSIVE SOUDE 30 % EN 896 U2 = 6 925,5 kg, LESSIVE SOUDE 30 % EN 896 U1 = 6 750 kg, PERSULFATE DE SOUDE 99 % = 1 500 kg, LESSIVE SOUDE 50 % VRAC STAT. = 25 020 kg, LESSIVE DE SOUDE 30 % EN 896 = 1 107 kg</p> <p>Quantité totale : 41,266 t</p>	NC

2567.1	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : <ul style="list-style-type: none"> Supérieur à 100 l, mais inférieur ou égal à 1 000 l 	2 unités de bains chaud d'étain plomb 235 °C (volume total 60 litres)	NC
2661.1	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : <ul style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j 	Quantité de matière susceptible d'être traitée : 0,6 t/j	NC
2661.2	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : <ul style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j 	Quantité de matière susceptible d'être traitée : 0,9 t/j	NC
2662	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Le volume susceptible d'être stocké étant : <ul style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 100 m³, mais inférieure à 1 000 m³ 	Volume susceptible d'être stocké : 60 m ³	NC
4110.2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et de ses composés 2. Substances et mélanges liquides. <ul style="list-style-type: none"> supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg. 	Dorure 100 : 1 kg Quantité totale : 1 kg	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 La quantité totale susceptible	ACETATE METHOXY PROPANOL: 800 kg, ALCOOL ISOPROPYLIQUE: 160 kg, SOLUTION DE BASE COMPACT CP :	NC

	d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : <ul style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t 	400 kg, ENTEK CU 56P : 46,5 kg, FLUX C25 R : 4,25 kg, METHOXY PROPANOL : 800 kg, RES. PSR-4000 LEW1 : 8 kg, APR 68 : 640 kg, ETHANOL 96% : 15,2 kg, FLUX C25D : 4,25 kg Quantité totale : 2,88 t	
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <ul style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t 	Adimet 21 : 2 000 kg, Cupraetch solution de préparation : 489,6 kg, Hypochlorite de sodium : 460 kg, Dorure 100 : 0,27 kg Quantité totale : 2,950 t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <ul style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t 	LCK321, CUPRACID TP1 NIVELANT: 640 kg, CUPRACID UP 20 BRILLANTEUR: 600 kg, MECBRITE CA-92MH : 150 kg, CUPRACID BRILLANTEUR : 1000 kg, INPRO T401 BRILLANTEUR : 75 kg, SF SOLUTION ETAIN C : 50 kg, TIN SOLUTION MSA 50% : 150 kg, AUROTECH PEP SOLUTION COMPLEMENTAIRE : 5 kg, HYPOCHLORITE DE SODIUM : 138 kg, AUROCYANURE FIN : 15,54 kg, DORURE 100 : 0,274 kg, AUROTECH CNN COMPLEMENT PARTIE A : 335 kg Quantité totale : 3,16 t	NC

Article 1.3 :

Est ajouté à l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 susvisé l'article 21 bis suivant :

« Article 21 bis : Travail mécanique des métaux

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 incluses dans l'établissement sont applicables dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation. »

Article 2 : Le reste demeure inchangé.

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, afin d'assurer l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Coutances et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Coutances pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera de l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche,

pendant une durée minimale de quatre mois :
www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen sis 3, rue Arthur Leduc BP 536 14035 CAEN cedex :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) par un tiers intéressé en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie des dits actes dans les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté ;

- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche prévue à l'article 3 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire également l'objet d'un recours gracieux et hiérarchique dans le délai de deux mois. Dans ce cas, les délais mentionnés en 1°) et 2°) sont prolongés de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier son recours au préfet et au bénéficiaire de la décision.

La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Elle est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Coutances, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, l'inspecteur des installations classées et le président de la SAS ELVIA PCB sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le **29 AOUT 2024**

Pour le Préfet,
La Secrétaire générale,


Perrine SERRE